

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4955 - VENDREDI 21 FÉVRIER 2025

## DIPLOMATIE

## USA-Russie : vers la normalisation ?

Le 12 février, les présidents américain, Donald Trump et russe, Vladimir Poutine, ont eu un entretien téléphonique d'une heure et demie. Le 18 février, un premier contact physique a eu lieu à Riyad, en Arabie Saoudite, entre le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, et le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, en présence de conseillers spéciaux des deux chefs d'État.

Pour les observateurs, il n'y a pas de doute: que Washington et Moscou sont sur le point d'approfondir ces échanges de haut niveau pour dégeler leurs relations. Quelles peuvent être les retombées de ce déclic entre les deux puissances nucléaires sur la marche du monde ? Décryptage.

Page 7

Les présidents  
Donald Trump et  
Vladimir Poutine  
(archive)



## ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU CONGO

## Les travailleurs s'opposent aux réformes



Les travailleurs de l'E/C mobilisés/Adiac

Réunis en assemblée générale le 21 février au siège à Brazzaville, les syndicalistes de l'Énergie électrique du Congo ont protesté contre l'initiative du gouvernement de mettre en concession des centrales électriques et la commercialisation par affermage. « Le collège syndical serait emmener à lancer un préavis de grève, si le gouvernement ne prend pas en compte ses préoccupations dans un avenir proche », a menacé l'intersyndicale.

Page 3

## CENTRAFRIQUE

## Le plan d'activités en faveur des réfugiés adopté à Brazzaville



Des participants à la deuxième réunion ministérielle du comité de pilotage de la plateforme aux solutions

Le Comité de pilotage de la plateforme d'appui aux solutions dans le cadre des déplacés forcés de la crise centrafricaine a adopté dans la capitale congolaise un plan d'action 2025 à l'issue de la deuxième réunion ministérielle. Ce plan vise, entre autres, à accroître la mobilisation des ressources financières et poursuivre le plaidoyer pour l'élaboration des politiques inclusives garantissant la protection des déplacés.

Page 5

## EMPLOI

## Plaidoyer pour la formation des jeunes aux métiers du pétrole

La problématique de l'emploi des jeunes dans les filières pétrolières a été au cœur de l'entrevue entre le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, et le secrétaire exécutif du conseil consultatif de

la jeunesse, Prince Michrist Kaba Mboko. « Le constat est que dans les différentes entreprises de la place, des sujets étrangers, sans doute compétents, occupent les postes et faute de compétences

nationales. C'est la raison pour laquelle nous avons discuté de cette préoccupation majeure, celle d'ouverture de filières en lien avec la formation », a déclaré ce dernier.

Page 4

## ÉDITORIAL

## Cela bouscule...

Page 2

## ÉDITORIAL

## Cela bouscule...

... et continue de bousculer sur deux fronts : le front social d'abord, avec les développements de la situation à l'énergie électrique du Congo (E2C) ; le front sportif ensuite, avec le feuilleton de la Fédération congolaise de football (Fécofoot). Les effets de ces frictions sur le quotidien des Congolais, s'ils ne le sont pas encore pour le moment, pourront dans les jours à venir être plus tangibles.

En ce qui concerne le premier sujet, E2C et le gouvernement représenté par le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique discutent de la concession par l'État de certaines de ses prérogatives à la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), via la Société nationale d'électricité (Sonelec). Au titre de la convention dite « d'affermage », signée avec Sonelec, E2C perd le monopole de la distribution et de la commercialisation du courant électrique au Congo.

Dans la perspective de la mise en œuvre complète du contrat, il est prévu un audit de E2C, question, suggère-t-on, de mieux prendre en compte les défis que devront relever les nouveaux partenaires pour rendre l'outil électrique plus performant et satisfaisant comme il le faut les besoins de la clientèle. À noter que ce segment de la performance est l'une des grandes faiblesses de E2C. En revanche, réunis en assemblée générale, le 21 février, le collège syndical de l'entreprise a dénoncé l'accord avec Senelec/Sonelec et prié le gouvernement de sursoir à son exécution. À suivre !

S'agissant du football, questionné à l'Assemblée nationale, le 13 février, le ministre de la Jeunesse et des Sports a expliqué aux députés les raisons de la crise qui mine la Fécofoot revenant globalement sur sa communication trois jours auparavant lors d'une rencontre avec la presse. L'absence de résultats dans ce secteur est imputée aux problèmes internes de gestion que la Fédération ne parvient pas à résoudre depuis longtemps. De son côté, le Comité exécutif de la Fécofoot confronté à la rivalité d'une Commission ad hoc qui lui dénie toute légitimité invoque une « ingérence » ministérielle qui n'aurait pas dû avoir lieu.

La suspension du Congo par la Fédération internationale de football association signifie qu'un mauvais climat plombe notre sport-roi et devrait inciter les parties à un sursaut collectif. Mais comme le déclarait un député à l'audience d'explication à l'hémicycle, nous le citons : « Les égots sont surdimensionnés dans le milieu ». Pour l'instant, personne ne semble disposé à remettre le ballon sur l'aire de jeu pendant que les gradins s'impatientent. À suivre !

**Les Dépêches de Brazzaville**

## VIE DES PARTIS

## Le MCDDI se remobilise pour les futures échéances politiques

Le président national du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), Euloge Landry Kolélas, a patronné le 22 février à Brazzaville la session extraordinaire du comité départemental destinée à mobiliser les membres et sympathisants de ce parti de la majorité présidentielle à l'orée des futures échéances politiques.



Une vue des invités, des militants et sympathisants à l'ouverture de la session, le 22 février 2022, à Brazzaville/Adiac -guy-gervais Kitina

Consacrée à définir la trajectoire à suivre en cette année 2025 considérée comme charnière dans la vie des partis politiques au Congo, cette session se fixe comme principaux objectifs la restructuration des comités des quartiers du MCDDI Brazzaville et la campagne d'adhésion de nouveaux membres pour une bonne implantation du parti à la base. « *La vie de notre parti ne s'écarte, en aucun cas, de cette réalité. Ainsi, la mobilisation de nos membres et sympathisants, aux côtés d'autres partis de la majorité, passe par un travail préparé minutieusement par les dirigeants de nos organes. Chacun, à quelque niveau qu'il*

*se trouve, doit jouer sa partition pour affronter les échéances futures qui pointent à l'horizon comme acteur principal* », a indiqué le président national.

Appelant à une campagne nationale afin d'aboutir à des résultats probants en vue de redorer le blason d'antan, Euloge Landry Kolélas a exhorté l'ensemble des militants et sympathisants de son parti à s'impliquer pleinement dans cette campagne de proximité. Une manière, a-t-il précisé, de convaincre les démobilisés à adhérer aux idéaux du MCDDI, d'une part, et de rejoindre quantitativement la grande famille de la majorité présidentielle., d'autre part.

Selon le président du MCDDI de Brazzaville, Ulrich Maximien Boko, les documents du travail remis au bureau exécutif des comités d'arrondissement sont le fruit d'une réflexion approfondie et d'une planification stratégique. Ils occasionneront, d'après lui, un fonctionnement méthodique et optimal des organes de base du parti. La session extraordinaire du comité départemental s'est ouverte en présence de quelques représentants des partis membres de la majorité présidentielle, notamment le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social et le Rassemblement citoyen.

**Guy-Gervais Kitina**

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/  
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

## L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## PRIVATISATION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

## Les travailleurs d'E2C vent debout contre la démarche du gouvernement

Réunis en assemblée générale ce 21 février au siège de l'Énergie électrique du Congo (E2C), à Brazzaville, les syndicalistes de l'opérateur public de l'électricité ont protesté contre la mise en concession des centrales électriques et la commercialisation par affermage. Ils menacent d'aller en grève si les autorités refusent de reconsidérer sa démarche.

Entre les chants et les cris de revendications, avec des cartons rouges en main, les cadres, agents et techniciens ont exprimé leur mécontentement lors de l'assemblée générale tenue au siège social de l'E2C. Ils étaient plusieurs centaines, venus des agences de Brazzaville, de Pointe-Noire et d'autres localités du pays, à répondre à l'appel du collège syndical de l'E2C. Les syndicalistes ont fustigé le « diktat » du gouvernement pour la mise en concession des centrales hydroélectriques du pays, dont celles d'Imboulou, de Moukoukoulou et de Liouesso, ainsi que le transfert de la gestion du segment distribution et commercialisation de l'électricité à la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec).

Si ce processus de privatisation aboutit, averti l'ingénieur Jean Ludovic Idani, l'un des leaders syndicaux, il entrainera une flambée du prix de l'électricité dans le pays. Actuellement vendu à 49 F, le prix du kilowattheure risque de doubler avec l'arrivée des opérateurs privés. Dans leur déclaration, les travailleurs ont invité le gouverne-



ment à reconsidérer sa décision de concéder le système électrique national à des tiers jugés moins qualifiés, en l'occurrence Senelec et l'homme d'affaires congolais Paul Obambi. Ils se disent prêts à dialoguer avec leurs autorités de tutelle en vue de trouver un modèle consensuel de gestion du secteur de l'électricité. « Le collège syndical serait emmener à lancer un préavis de grève, si le gouvernement ne prend

pas en compte ses préoccupations dans un avenir proche », a menacé l'intersyndical.

Concernant la difficulté liée à la desserte en électricité notamment à Brazzaville et Pointe-Noire, le collège syndical suggère une révision du réseau électrique du pays, en réduisant les pertes techniques et non techniques. Il a également été proposé la construction d'une deuxième ligne de transport THT entre les deux

grandes agglomérations (Brazzaville et Pointe-Noire) et celle d'une nouvelle centrale hydroélectrique proche de la capitale. « Ce serait à n'en point douter la solution efficace », estime Régine Chantal Batondélé, la secrétaire générale de la section de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo et présidente de l'intersyndical de l'E2C.

La gouvernance de l'entreprise a aussi été pointée du doigt

par les partenaires sociaux. Ils prônent le maintien du modèle actuel, tout en appelant à une meilleure gouvernance des ressources suivant un audit complet. Avec une recette mensuelle estimée à 7,5 milliards F CFA, soit environ 90 milliards/an, l'E2C peut investir son proprement développement. « Le nœud du problème c'est la gestion efficace des dépenses de l'entreprise. Les ressources de l'E2C ne sont pas gérées pour rendre la société plus performante », a estimé l'ingénieur Jean Ludovic Idani.

Amorcée depuis 2018 avec la réforme du statut l'opérateur public de l'électricité, la privatisation vise à mettre un terme aux coupures intempestives de courant que connaissent les grandes villes, Brazzaville et Pointe-Noire. D'après le gouvernement, cette réforme devrait à terme permettre d'accroître la production nationale, d'améliorer l'accès à l'électricité pour les ménages et les entreprises, d'inciter les investisseurs privés au développement du secteur, d'optimiser les performances techniques et la qualité du service public.

**Fiacre Kombo**

## LE FAIT DU JOUR

## Petits anges de bleu kaki vêtus

Toutes et tous à fleur de l'âge, belles et beaux tels des petits anges... les jeunes élèves de l'école primaire, des collèges et lycées du Congo ne passent pas inaperçus.

Tôt le matin, quand ils prennent d'assaut les portes d'entrée de leurs différents établissements, et les quittent les après-midi ou le soir, à la fin de l'heure, on est impressionnés de les voir arpenter le chemin de retour à la maison avec le sentiment d'avoir ajouté un plus à leur inébranlable quête du savoir.

Plus nombreux à pied que leurs camarades empruntant un autocar, on les voit échanger cordialement, rire et se taquiner. Et la dominante bleue kaki qu'ils impriment à la rue au rythme de leur procession fait plaisir à voir, elle interroge en même temps sur la promesse qu'incarnent ces jeunes gens vis-à-vis de la nation.

Pour des parents qui, hier, affron-



taient les mêmes épreuves et parcouraient les mêmes distances avec des fortunes diverses, le bonheur est représenté par cette leçon de

La reprise des cours dans un lycée de Brazzaville/DR  
vie irremplaçable : quels que soient les obstacles, ne jamais abandonner.

Nos petits anges de bleu kaki vêtus, ces petits Congolais tout fiers, sont

aussi notre avenir. Les soutenir par tous les moyens doit être notre devoir en tant que parents, en tant que pouvoirs publics, en tant que société civile. Jamais ne les laisser sans nos conseils avisés, jamais ne chercher à les étouffer, mais jamais ne les détourner de l'objectif de parvenir à leurs fins, de prendre la place qui leur revient et qui leur reviendra quand leur heure sera venue.

À toutes et à tous, qu'importe la filière choisie, de savoir que le Congo, notre pays si beau, notre maison commune si célébrée, notre droit d'espérer sans renoncement, attend beaucoup de leur génie créateur, de leur sens de l'honneur et de leur détermination à tenir leur engagement : celui de lui assurer un futur débarrassé des oripeaux de la division, de la paresse et de la violence. Vivement notre jeunesse, avenir de demain.

**Gankama N'Siah**

## MÉTIER DE PÉTROLE

## Plaidoyer pour une meilleure insertion professionnelle des jeunes congolais

Les compagnies pétrolières, qui constituent le secteur-clé de l'économie nationale, comptent moins de jeunes dans les divers métiers de pétrole et gazier. Le conseil consultatif de la jeunesse et son secrétaire exécutif, Prince Michrist Kaba Mboko, veulent inverser la tendance en s'activant en faveur de la formation, l'orientation et l'employabilité des jeunes.

La problématique de l'emploi des jeunes dans les filières pétrolières a été au cœur de l'entrevue que le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a accordée, le 20 février, à Brazzaville au secrétaire exécutif du conseil consultatif de la jeunesse, Prince Michrist Kaba Mboko. « *Le constat est que, dans les différentes entreprises de la place, des sujets étrangers, sans doute compétents, occupent les postes et faute de compétences nationales. C'est la raison pour laquelle nous avons discuté de cette pré-occupation majeure, celle d'ouverture de filières en lien avec la formation. De grands projets sont en cours du côté de Pointe-Noire. Nous sommes venus dire au ministre que nous suivons de*

*près ces initiatives et que nous sommes à la base des intérêts* », a confié Prince Michrist Kaba Mboko.

Le conseil consultatif de la jeune dit suivre de près la politique de formation initiée par le gouvernement, à travers la création de l'Université de Loango dont les travaux ont été lancés en mars 2024 et le partenariat pour la montée en puissance de l'Institut Ucac-Icam de Pointe-Noire. La future Université de Loango d'une capacité de vingt mille places sera dotée de quatre instituts supérieurs : un institut du pétrole, du gaz, des mines et de l'énergie ; celui de la mer et des transports ; celui d'agronomie, foresterie et écologie ; et un institut des arts. En plus des instituts,



Le tête-à-tête Bruno Jean Richard Itoua et Prince Michrist Kaba Mboko DR

quatre facultés seront construites dont celle des sciences de la santé, puis deux écoles supérieures. Les discussions se poursuivent, notamment avec les partenaires français, pour l'élaboration du répertoire des métiers, de la liste

des besoins du monde économique en termes de formations, ainsi que pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement au sein des écoles. Créé depuis 2002, l'Institut Ucac-Icam forme chaque année environ deux cents

techniciens et ingénieurs de la sous-région Afrique centrale. L'école est liée au monde économique et industriel, grâce à un partenariat avec la compagnie pétrolière française Perenco.

**Fiacre Kombo**

## DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

## Antoine Thomas Nicéphore Fylla-Saint Eudes opte pour la formation des jeunes

Au cours des échanges qu'il a eus le 20 février à Brazzaville avec le chargé d'Affaires de l'ambassade du Royaume du Maroc, Ahmed Agargi, le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla-Saint Eudes, a souhaité que la notion de formation et le transfert des compétences occupent une place importante dans les relations entre les deux pays.

Au cours de la rencontre entre les deux personnalités, plusieurs points liés au secteur du développement industriel et de la transformation ont été abordés. Antoine Thomas Nicéphore Fylla-Saint Eudes a expliqué à son interlocuteur la nécessité de miser sur la formation des ressources humaines et le transfert de compétences. Il a, ainsi, souligné l'importance de former trente jeunes de son département ministériel dans des secteurs-clés tels que le bois, la menuiserie, la brasserie, ainsi que dans les normes de qualité. Il a insisté sur la question d'élaborer un programme de formation adapté pour ces jeunes afin de leur fournir les compétences requises pour réussir dans leurs domaines respectifs.

Il a, d'ailleurs, proposé que ces jeunes puissent bénéficier d'un programme d'immersion dans des entreprises marocaines d'une durée de 3 à 6 mois. Cette initiative vise à leur permettre d'acquérir des compétences pratiques et des connaissances directement applicables dans leur pays,



L'échange entre les deux personnalités Adiac

tout en renforçant les liens de coopération entre le Congo et le Maroc.

Le ministre a, en outre, indiqué le sujet concernant la reprise imminente des activités de la cimenterie Cimaf, située à Makola dans la sous-préfecture de Hinda, dans le département du Kouilou. A l'en croire, Cimaf Congo est une usine moderne, résultat d'une coopération entre le Congo et le Maroc, ayant nécessité

un investissement de plus de 35 milliards de FCFA. Dotée des dernières technologies, cette usine est conçue pour produire un ciment de qualité conforme aux normes internationales. Avec une capacité de production initiale de 500 000 tonnes par an, extensible à 1 000 000 de tonnes, elle est stratégiquement située et bénéficie d'une alimentation électrique stable grâce à la ville de Pointe-Noire.

La cimenterie est prévue pour générer environ 1000 emplois directs et indirects, avec plus de 95 % de ces postes réservés aux nationaux. Il a, par la même occasion, signalé que le non-fonctionnement de cette usine représente une charge pour le gouvernement et entrave les objectifs du projet de société du président de la République. Pour sa part, Ahmed Agargi s'est dit ravi de l'hospitalité qui lui a été réservée et

a profité de l'occasion pour partager des nouvelles enthousiasmantes concernant son pays. Il a annoncé que le Maroc allait organiser la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2025 et se prépare pour la Coupe du monde de la Fifa en 2030.

Ces événements sportifs majeurs nécessitent, selon lui, la construction d'infrastructures de grande envergure et un effort de désenclavement, avec l'ambition de faire de la façade atlantique un véritable pôle d'intégration économique et un foyer de rayonnement continental et international. De plus, il a évoqué le projet de gazoduc reliant le Maroc et le Nigeria, qui permettra de connecter treize pays africains à l'Europe, promouvant ainsi une intégration régionale renforcée. Notons que cette rencontre souligne l'engagement des deux pays à travailler ensemble pour le développement économique et social, en mettant l'accent sur l'importance de l'industrialisation et de la formation professionnelle comme leviers essentiels pour un avenir prospère.

**Rude Ngoma**

## RCA

# La plateforme d'appui aux réfugiés se dote d'un plan d'activités 2025

Le Comité de pilotage de la plateforme d'appui aux solutions dans le cadre des déplacements forcés liés à la crise centrafricaine a adopté un plan d'activités 2025 au cours de sa deuxième réunion ministérielle tenue le 21 février à Brazzaville.

Ce plan vise, entre autres, à renforcer les échanges techniques au sein de la plateforme au niveau régional, accroître la mobilisation des ressources financières et explorer de nouveaux mécanismes de financement, poursuivre le plaidoyer en faveur de politiques inclusives garantissant la protection des personnes déplacées de force. Il est aussi prévu d'intensifier le soutien aux efforts de stabilisation et de consolidation de la paix en cours en République centrafricaine (RCA) afin de renforcer les conditions propices au rapatriement volontaire des réfugiés dans la sécurité et la dignité.

La réunion a regroupé des ministres et des représentants de la RCA, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, du Cameroun, du Tchad, du Soudan du Sud, du Soudan, du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), de l'Union européenne, de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, de la Banque africaine de développement et d'autres institutions.

En marge des travaux, le Congo a succédé au Cameroun à la co-présidence



Des participants à la deuxième réunion ministérielle du comité de pilotage de la plateforme aux solutions/Adiac

avec la RCA de la plateforme d'appui aux solutions. Les participants ont, dans le communiqué final, réitéré leur engagement à poursuivre les activités de plaidoyer en vue de renforcer la protection, l'inclusion et la facilitation du rapatriement volontaire des personnes déplacées de force à cause de la crise centrafricaine. Ils ont également remercié les membres du groupe des partenaires de soutien pour leur engagement en vue de mobiliser un appui politique, technique et financier en faveur de la protection et la recherche de solutions

pour les déplacés de force et d'engager une base plus large des parties prenantes dans la mise en œuvre des objectifs de la Déclaration de Yaoundé adoptée le 27 avril 2022 par la RCA et les pays voisins en partenariat avec le HCR.

La plateforme d'appui aux solutions a été lancée en 2023 à Bangui en RCA afin de mettre en œuvre les recommandations de la Déclaration de Yaoundé. Selon le HCR, plus de 1,3 million de personnes se sont déplacées de force à la suite du conflit centrafricain déclenché en 2013 dont plus de 650 000 ont

trouvé refuge dans les pays voisins.

A l'ouverture de la réunion, la ministre centrafricaine chargée de l'Action humanitaire et de la Solidarité, Josiane Lina Bemaka-Soui a indiqué que 676 326 réfugiés centrafricains vivaient encore dans les pays voisins, notamment 281,865 au Cameroun soit 41%, 206 254 en RDC soit 30,5%, 140 167 au Tchad soit 20,7%, 35 220 au Congo soit 5,2%, 10 058 au Soudan soit 1,5% et 2 760 au Sud-Soudan soit 0,4%.

De son côté, la ministre congolaise chargée des Affaires sociales, Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa, a dans

son propos déclaré que le Congo était une terre d'accueil pour les personnes déplacées, citant les mesures prises par le gouvernement pour promouvoir l'inclusion socioéconomique, l'insertion socioprofessionnelle et l'autonomisation économique des réfugiés. Par ailleurs, le Premier ministre Anatole Collinet Makosso qui a ouvert la réunion a précisé que le droit d'asile était introduit dans la Constitution congolaise. Il a vanté les mesures nationales en matière de protection des réfugiés et de lutte contre l'apatridie.

*Christian Brice Elion*

## PERSPECTIVE 2026

## L'ONU insiste sur la consolidation de la paix

L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations-Unies pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, s'est entretenu le 20 février à Brazzaville avec le secrétariat permanent du Parti congolais du travail (PCT) pour rappeler au parti au pouvoir l'intérêt de conserver la paix et l'unité nationale jusqu'à l'élection présidentielle.

Le responsable onusien est venu, à juste titre, rappeler aux autorités congolaises leur intérêt de consolider la paix et l'unité nationale dans le pays, avant, pendant ou après l'élection présidentielle de l'an prochain. Avec le secrétariat permanent du PCT, parti au pouvoir, considéré comme acteur majeur dans le maintien de la quiétude générale, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU lui a exhorté sur l'intérêt de préserver la paix en cette période préélectorale, conformément aux directives de l'ONU. Une position

qu'il estime stratégique et avantageux, au moment où la crise armée prend de l'ampleur à l'Est de la République démocratique du Congo. « Je suis venu rencon-

trer l'équipe dirigeante du Parti congolais du travail, dans le cadre d'une mission d'information. Etant donné que nous nous acheminons vers les élections, il

était de bon aloi de rencontrer le PCT mais aussi les autres formations politiques pour leur passer le message des Nations unies sur le maintien de la paix au

Congo, dans un environnement régional le plus complexe. Etant donné que le Congo est un havre de paix, il doit donc à la faveur de ces élections renforcer sa cohésion et sa stabilité sociale », Abdou Abarry. Pour promouvoir l'égalité des chances, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a aussi invité les responsables du PCT à poursuivre la politique de représentativité des jeunes et des femmes dans toutes les sphères de prise de décision.

*Firmin Oyé*

**« Je suis venu rencontrer l'équipe dirigeante du Parti congolais du travail, dans le cadre d'une mission d'information. Etant donné que nous nous acheminons vers les élections, il était de bon aloi de rencontrer le PCT mais aussi les autres formations politiques pour leur passer le message des Nations unies sur le maintien de la paix au Congo, dans un environnement régional le plus complexe. Etant donné que le Congo est un havre de paix, il doit donc à la faveur de ces élections renforcer sa cohésion et sa stabilité sociale »**

## AFRIQUE/ENERGIE

## L'électricité, le chaînon manquant du développement

Une des priorités des investissements publics en Afrique devraient être le secteur de l'énergie et plus particulièrement celui de l'électricité.

Son accès améliore non seulement les conditions de vie, mais stimule également la croissance économique. Elle est essentielle pour l'industrialisation (favorise la productivité et la compétitivité des entreprises), l'agriculture moderne, une éducation de qualité, l'innovation, la création d'emplois, la connexion aux réseaux numériques et l'accès à des technologies modernes, etc. Elle est l'épine dorsale du développement national.

Or, selon les experts, environ 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, ce qui constitue un obstacle majeur au développement. Les réseaux électriques sont souvent mal développés ou peu fiables, ce qui limite leur capacité à répondre aux besoins croissants des populations.

Les pouvoirs publics et l'ensemble des décideurs sur le continent sont conscients de ce problème de déficit énergétique chronique qui entrave son développement économique et qui limite les opportunités d'emploi, freine l'industrialisation et affecte la qualité de vie des populations. Aussi plusieurs stratégies sont-elles initiées pour développer des solutions innovantes et l'accès à des financements appropriés pour la réalisation des projets d'électrification en Afrique.

Noël Ndong

## SOUDAN/RUSSIE

## Signature d'un accord final pour une base navale sur la mer Rouge

Le projet de base navale russe au Soudan été remis au goût du jour après le coup d'État du général Abdel Fattah al-Burhane.

Les deux pays, le Soudan et la Russie ont signé un « accord final » pour l'établissement d'une base navale russe sur la côte soudanaise de la mer Rouge. L'annonce a été faite par le chef de la diplomatie soudanaise, Ali Youssif, à Moscou en présence son homologue russe, Sergueï Lavrov. « Nous sommes tout à fait d'accord sur cette question et il n'y a pas d'obstacles... Nous sommes parvenus à une compréhension mutuelle... Nous sommes d'accord sur tout », a-t-il affirmé, avant de saluer le développement des relations entre les deux pays, indiquant que Moscou est prêt à participer aux efforts de reconstruction du Soudan.

Le projet de base navale russe au Soudan remonte à 2017. Les présidents russe Vladimir Poutine et soudanais Omar El-Béchir avaient signé un accord stipulant que Moscou obtiendrait un bail de vingt-cinq ans pour construire le complexe à Port-Soudan, qui devait accueillir trois cents hommes et 4 navires de guerre. Le projet va être négligé après la chute d'Omar El-Béchir en 2019 et le rapprochement entre Khartoum et les chancelleries occidentales pendant la période de transition, avec notamment un soutien économique des États-Unis.

## Un deal armes contre base navale

Le retour des militaires au pouvoir en octobre 2021 a favorisé un nouveau rapprochement entre Moscou et Khartoum. En juin 2024, le vice-président du Conseil souverain de transition Malik Agar se rend en Russie pour finaliser un accord sur l'établissement d'un centre de soutien naval russe en échange de livraisons d'armes et de munitions. Fin janvier 2025, l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU Linda Thomas-Greenfield, va accuser la Russie de « financer les deux parties belligérantes » au Soudan pour promouvoir ses objectifs géostratégiques. L'établissement d'une base navale russe sur la côte soudanaise de la mer Rouge pourrait aider Moscou à compenser la perte de sa base navale de Tartous en Syrie, qui lui servait de hub logistique pour ses opérations militaires en Afrique.

N.Nd.

## L'IA met fin aux barrières linguistiques

Une innovation révolutionnaire remodèle le paysage numérique africain.

LugandaGPT, un modèle linguistique basé sur l'intelligence artificielle (IA), rend le contenu numérique plus accessible à des non-anglophones en prenant en charge les langues autochtones, mettant fin aux barrières linguistiques limitées par l'accès à la technologie, aux affaires et à l'éducation en Afrique. La plupart des contenus en ligne étant disponibles en anglais ou dans d'autres langues dominantes, de nombreux entrepreneurs et étudiants africains ont eu du mal à participer pleinement à l'économie numérique. LugandaGPT et d'autres solutions similaires basées sur l'IA changent la donne en

permettant une traduction et une communication fluides dans les langues locales.

L'ambassadeur Philip Thigo, envoyé spécial du Kenya pour la technologie, a souligné le vaste potentiel commercial des modèles d'IA adaptés aux langues africaines, un continent où les PME stimulent la croissance économique. L'ambassadeur Philip Thigo a également évoqué les défis qui entravent l'adoption de l'IA en Afrique, notamment le coût élevé de l'infrastructure de données, la pénurie de professionnels de l'IA formés et la puissance de calcul limitée.

Alors que Washington envisage une éventuelle in-

terdiction de TikTok, les entrepreneurs africains se préparent à d'éventuelles perturbations. Nombre d'entre eux ont créé des entreprises florissantes en utilisant la portée organique de TikTok pour se connecter avec les clients. Aujourd'hui, ils élaborent des stratégies sur la manière de naviguer dans ce paysage numérique en évolution et de trouver des plateformes alternatives pour soutenir leur croissance. Le déficit commercial de l'Ouganda dépassant les 300 millions de dollars en août 2024, la poussée vers la substitution des importations n'a jamais été aussi cruciale.

N.Nd.

## CÔTE D'IVOIRE

## La France rétrocède sa base militaire à Abidjan

La France a rétrocédé à la Côte d'Ivoire la base militaire qu'elle occupait depuis 50 ans près d'Abidjan.

marque une nouvelle étape dans les relations d'amitié et de coopération stratégique entre nos deux nations», a déclaré ce dernier. «Le monde change il est



La grande base militaire qu'elle occupait depuis près de 50 ans près d'Abidjan/DR

Il s'agit d'un départ concerté contrairement à d'autres pays africains. Le retour dans le giron ivoirien de la base abritant le 43e Bima à Port-Bouët a été acté lors d'une cérémonie en présence des ministres de la Défense des deux pays, Téné Birahima Ouattara et Sébastien Lecornu. Le drapeau national de la Côte d'Ivoire a été hissé sur la place d'armes de cette base stratégique, et rebaptisée du nom de Thomas d'Aquin Ouattara, premier chef d'Etat-major de l'armée ivoirienne. «Cet acte

évident que notre relation de défense devait évoluer», a souligné Sébastien Lecornu, saluant un moment «historique». «La France transforme sa présence mais ne disparaît pas», a-t-il ajouté. Téné Birahima Ouattara a tenu à «rassurer» la France que la coopération militaire serait à l'avenir «aussi bonne qu'elle a toujours été». Cette rétrocession, annoncée le 31 décembre par le président ivoirien Alassane Ouattara, ponctue un processus initié il y a deux ans entre les deux pays, et alors que la France a annoncé sa volon-

té de réorganiser son dispositif militaire en Afrique. La Côte d'Ivoire fait figure d'exception dans un paysage défiant sinon hostile envers la présence française. Le pays a gardé des liens privilégiés avec la France depuis son indépendance en 1960, malgré une décennie de crise dans les années 2000.

Ce partenariat va se poursuivre: le retrait des soldats va s'opérer progressivement au cours de l'année 2025 et environ 80 d'entre eux vont se maintenir sur la base pour des missions de formation et d'accompagnement. Les liens entre les deux armées remontent à 1961, et un accord de défense signé au lendemain de l'indépendance, mais la présence française sur le territoire remonte à l'époque coloniale. Le 43e Bima s'est installé en 1978 sur cette base. En novembre 2004, le 43e Bima avait servi de refuge à des civils français victimes de pillages lors des manifestations antifrancophones. Au plus fort de cette crise entre les deux pays, marquée par plusieurs morts côté ivoirien, la France a compté plus de 5000 militaires dans le pays.

N.Nd.

## ETATS-UNIS/RUSSIE

## Vers la normalisation?

Alors que les deux pays ainsi que leurs dirigeants se regardaient en chiens de faïence depuis trois ans du fait du conflit en Ukraine et même avant, les Etats-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie se parlent à nouveau. Assez franchement.

Le 12 février, les présidents américain, Donald Trump et russe, Vladimir Poutine, ont eu un entretien téléphonique d'une heure et demie. Le 18 février, un premier contact physique a eu lieu à Riyad, en Arabie Saoudite, entre le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en présence de conseillers spéciaux des deux chefs d'Etat. Pour les observateurs, il n'y a pas de doute que Washington et Moscou sont sur le point d'approfondir ces échanges de haut niveau pour dégelier leurs relations. Quelles peuvent être les retombées de ce déclic entre les deux puissances nucléaires sur la marche du monde ?

**À grande vitesse**

Du 20 janvier, jour de son investiture, au 12 février, jour de son premier échange téléphonique avec son homologue du Kremlin, le chef de la Maison Blanche a réalisé un tour de force politique, diplomatique et stratégique dont on ne peut encore à ce jour quantifier toutes les retombées. En bien ou en mal les commentaires s'enchaînent dans les chancelleries, dans les médias traditionnels et alternatifs. On a envie de savoir globalement à quoi ressemblera le monde dans quatre ans, au terme du mandat de Donald Trump. Son obstination à chambarder l'existant fait dire au président brésilien, Lula Da Silva, que son homologue américain se prend pour « l'empereur du monde ».

La guerre en Ukraine et ses implications loin du terrain des hostilités ; le conflit israélo-palestinien et la situation complexe du Proche-Orient ; les relations transatlantiques et ce qu'il en résultera dans les jours prochains ; les ambitions des pays des BRICS, voilà autant des points parmi tant d'autres sur lesquels repose probablement le façonnage de la stabilité internationale. Bien sûr, la façon de les traiter dépendra du comportement des acteurs les plus en vue, qui sont plus ou moins connus d'avance : États-Unis, Russie, Chine, Inde, Union européenne (UE).

**Alliés de 80 ans**

La rencontre des officiels américains et russes, le 18 février, à Riyad (Arabie Saoudite)

Pendant que se réunissait à Munich, en Allemagne, la Conférence sur la sécurité, l'attention des interlocuteurs a été attirée par le discours du vice-président américain, James David Vance. D'aucuns l'ont considéré comme un sermon à l'endroit des partenaires européens du pays de l'Oncle Sam : « Les dirigeants européens n'écoutent pas leurs peuples », ou encore : « *La menace qui m'inquiète le plus en Europe n'est ni la Russie, ni la Chine, ni celle d'aucun autre acteur extérieur. Ce qui m'inquiète, c'est la menace venant de l'intérieur.* » Des « attaques » frontales !

Non seulement un tel discours n'a jamais été auparavant prononcé en public par un haut responsable américain dans une réunion avec ses alliés européens mais l'orchestration d'ensemble, où l'on a enregistré le coup de fil Trump-Poutine, le 12 février, l'intervention de J.D. Vance deux jours plus tard, puis la rencontre des ministres des Affaires étrangères américain et russe, le 18 février, a pris beaucoup de court. La solution à la crise ukrainienne sera-t-elle trouvée sans les Ukrainiens eux-mêmes ? Cette question est posée à Kiev mais aussi à Bruxelles, la capitale de l'UE, engagée on le sait pleinement dans le soutien aux autorités de l'Ukraine.

En attendant la rencontre entre les présidents américain et russe envisagée d'après certaines sources avant la fin de ce mois, les contacts entre Washington et l'Europe conti-

nent. Le président François, Emmanuel Macron, sera l'hôte de son homologue des Etats-Unis, ce 24 février, date de l'éclatement il y a pile trois ans du conflit russo-ukrainien. Sur la question ukrainienne, la volonté de Donald Trump exprimée à plusieurs reprises est de voir la guerre se terminer le plus rapidement possible. Il restera à convenir des modalités d'une paix « juste ». Dans les conflits du type de celui qui se déroule depuis trois ans entre Russes et Ukrainiens, la notion de « paix juste » peut aussi reposer sur le rapport de force sur le terrain. Tenant compte de ce paramètre, il semble que les parties impliquées dans la résolution de cette crise, en particulier la Maison Blanche et le Kremlin, s'attacheront à garantir pour l'Ukraine et pour la Russie ce que les deux pays réclament depuis fort longtemps, à savoir les conditions de sécurité optimum.

**La suite**

Quand bien même, en Europe, certains ont fait part de leur indignation et parlé de « trahison » s'insurgeant contre le rapprochement en cours entre Américains et Russes, les fondations de la tutelle américaine sur le pôle des nations revendiquant le partage de valeurs dites démocratiques ne sont pas en passe d'être démantelés. De ce fait, passés le choc et l'émotion, à défaut de tout lui céder, mais sans disposer sur le moment de moyens suffisants pour lui tenir tête, les alliés européens obtiendront sans doute quelques concessions de leur

principal partenaire. Quitte à façonner pour l'avenir une nouvelle relation dans laquelle – les dirigeants le déclarent ouvertement aujourd'hui – la sécurité du Vieux continent ne dépendra pas grandement des Etats-Unis comme elle l'a été jusque-là.

Ne serait-il pas possible, en rapport avec ce qui est développé plus haut, de parvenir en Europe-même à créer des passerelles susceptibles d'apaiser les tensions au sein d'un espace vital qui a toujours été porté par le progrès, la créativité et une intense activité culturelle, littéraire et sportive ? Il est indéniable par ailleurs que les plaies du conflit à l'Est de l'Europe mettront longtemps à cicatriser, en particulier entre les deux peuples frères ukrainien et russe. Ils ne pourront cependant trouver de solution convenable dans leur relation qu'en puisant dans la douleur qu'ils ont vécue, la raison de continuer à partager les mêmes frontières, les mêmes langues, mais aussi les mêmes espérances. Cette culture de l'introspection, autrui venu de loin ne pourra jamais la leur apporter. Ceci pour dire qu'au-delà de ce conflit fratricide, les nations européennes peuvent se donner ce qu'il faut pour revenir à une vie où l'on n'ostracise par d'autres nations pour ce qu'elles portent comme modèle de développement.

**Bien plus loin**

Selon les déclarations des officiels russes et américains réunis le 18 février en Arabie Saoudite, les Etats-Unis et la

Fédération de Russie envisagent de relancer leurs relations dans quasiment tous les domaines. Après trois années d'une guerre qui lui coûte cher, à tous points de vue, Moscou veut que tout cela se termine. « *Nous sommes ouverts aux discussions et n'y sommes jamais opposés* », a-t-on souvent répété au Kremlin. Une relation normale entre Washington et l'héritière de l'ex-Union soviétique aura certainement un impact positif sur l'architecture diplomatique internationale.

La stratégie de la nouvelle administration américaine, sous-tendue par le slogan « *l'Amérique d'abord* », devra peut-être conduire l'équipe de Donald Trump à tout donner pour y répondre mais ses meneurs seraient plus sages de ne pas se croire seuls au monde. Bien entendu, ils pourront entre autres s'investir pleinement au Proche-Orient au profit d'Israël en tablant sur la coopération de leurs alliés dans une région où ils ont aussi des ennemis. Si l'équipe Trump laisse pour compte la question palestinienne, quatre années de mandat passeront sans qu'elle ne parvienne à rebattre toutes les cartes.

Quant à Moscou qui attend beaucoup du climat qui se détend à l'international en sa faveur, ses alliés des BRICS regarderont si sa « lune de miel » avec Washington entravera ou non la dynamique imprimée à leur groupe depuis une quinzaine d'années. Partenariat économique moins rigide, cette association qui continue d'accueillir de nouveaux adhérents a des ambitions connues. Elle veut être un pôle d'échanges et de développement économique et culturel où il n'y a pas un régent ; où l'ingérence dans les affaires intérieures des associés n'est pas le principe.

En tête du peloton, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud sont assurément dans un moment d'observation pour éventuellement s'adapter à la nouvelle donne imprimée par les incessants va-et-vient du nouveau président des Etats-Unis sur la scène mondiale. Il y a de quoi y prêter grande attention.

**Gankama N'Siah**

## DIPLOMATIE

## Ben Marc Diendéré, nouvel envoyé spécial du Canada pour l'Afrique

La diplomatie canadienne renouvelle sa représentation en Afrique à la suite de l'annonce du jeudi 20 février faite par la ministre des Affaires étrangères, l'honorable Mélanie Joly, nommant Ben Marc Diendéré au poste d'envoyé spécial du Canada pour l'Afrique.

Cette nomination, officialisée en marge du sommet du G20 à Johannesburg, précède le dévoilement imminent de la Stratégie canadienne pour l'Afrique par sa ministre des Affaires étrangères. Ben Marc Diendéré, actuellement observateur permanent du Canada auprès de l'Union africaine, continuera d'exercer cette fonction en parallèle de son nouveau rôle.

## Un mandat stratégique pour le Canada en Afrique

En tant qu'envoyé spécial, Ben Marc Diendéré aura pour mission d'appuyer le gouvernement du Canada en fournissant des conseils stratégiques et en collaborant avec le réseau des missions diplomatiques canadiennes sur le continent africain. Son rôle sera crucial pour assurer la coordination d'une approche pangouvernementale et accompagner la mise en œuvre de la future stratégie canadienne pour l'Afrique. Toutefois, cette stratégie, bien qu'attendue de longue date, suscite déjà des inquiétudes. La députée libérale ontarienne Arielle Kayabaga, qui plaide depuis longtemps pour un renforcement des liens entre le Canada et l'Afrique, craint que cette

nouvelle approche ne soit dépourvue d'investissements significatifs.

## Un projet de stratégie aux contours encore flous

Rappelons qu'en 2022, le gouvernement Trudeau s'était engagé à élaborer une stratégie pour l'Afrique afin d'identifier les priorités diplomatiques du Canada sur le continent. Toutefois, en 2023, cette stratégie a d'abord été rétrogradée à un simple cadre, avant d'être finalement rétablie en tant que véritable stratégie en novembre dernier.

Arielle Kayabaga, qui a activement contribué à son élaboration, se dit préoccupée par l'impact potentiel de la prorogation du Parlement jusqu'au mois prochain. Selon elle, ce report pourrait compromettre le financement de la stratégie, qui risque de ne pas bénéficier d'un budget équivalent aux 2,3 milliards de dollars alloués à la stratégie indo-pacifique en 2022. Face à ces interrogations, la ministre Mélanie Joly a tenu à rassurer: « Nous avons investi plus de 4 milliards de dollars en Afrique au cours des cinq dernières années. Le Canada est présent et continuera à l'être. Contrairement à certains pays, nous croyons que



Ben Marc Diendéré

*L'aide internationale est essentielle et nous continuerons d'y investir ».*

## Un appel à un engagement accru du Canada en Afrique

De nombreuses voix appellent le Canada à renforcer sa présence et son implication en Afrique, à l'instar de la sénatrice Amina Gerba ou en-

core Rieaz Shaik, haut-commissaire d'Afrique du Sud au Canada, qui a notamment souligné devant un comité sénatorial: « Il vous manque un véritable volet institutionnel pour le financement du développement. Vous devriez accroître les ressources investies dans votre division Afrique au sein d'Affaires mondiales Canada. L'Afrique évo-

*lue très rapidement, et seule une présence accrue sur le terrain permettrait au Canada d'en acquérir une connaissance approfondie ».*

La nomination du natif de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso le 26 août 1971, Ben Marc Diendéré, comme envoyé spécial du Canada pour l'Afrique, peut être perçue comme une réponse à cette exigence d'un engagement plus structuré et ambitieux. « C'est avec grande humilité et fierté que je vous annonce ma nomination comme envoyé spécial du Canada pour l'Afrique », a-t-il écrit sur sa page de réseaux sociaux. Et d'ajouter: « En ces moments de grandes turbulences, j'ai hâte de continuer, en collaboration avec mes dévoués collègues ambassadeurs sur le continent, à travailler avec acharnement et créativité sur l'un des plus beaux et excitants des projets humains, économique et environnemental que sera le pont Canada-Afrique du 21<sup>e</sup> siècle ». À noter que Ben Marc Diendéré sera responsable des relations avec les pays africains, à l'exception de la région du Sahel qui relèvera de Marcel Lebleu, ambassadeur du Canada au Sénégal.

Marie Alfred Ngoma

ÉMILE GANKAMA  
**TRIBALISTE TOI-MÊME !**

Le clivage Nord/Sud au Congo-Brazzaville  
Idées reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

**EN VENTE À LA LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS**

CONTACT :  
**+242 06 666 8494**

## ARRÊT SUR IMAGE

Une cinquantaine d'élèves du cycle primaire de l'école Joseph-Perfection ont bénéficié d'une visite guidée pédagogique le vendredi 21 février au Musée galerie du Bassin du Congo.



## FORUM DES INVESTISSEURS AFRICAINS

## La Gambie transmet le rapport au chef de l'Etat congolais

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu le 20 février à Brazzaville Amadou Diagne, président du Forum des opérateurs pour la garantie de l'émergence économique en Afrique (Fogeca), émissaire du président gambien Adama Barrow, qui lui a transmis le rapport du forum des investisseurs africains tenu récemment à Banjul, en Gambie.

«Le président de la République de Gambie nous a chargé, de même que le Comité exécutif du Fogeco, de venir remettre officiellement les conclusions et recommandations issues du forum de Banjul, à son excellence monsieur le président de la République », a déclaré Amadou Diagne.

«Nous sommes contents de le lui remettre parce que nous savons qu'avec lui, ce rapport ne reste-



Amadou Diagne répondant à la presse/DR

ra pas dans les tiroirs. Il sera orienté certainement vers les autres chefs d'Etat, mais également, et surtout vers les organisations africaines telles que l'UA, la Cémac, l'Uemoa. En un mot, là où on n'a pas pu accéder. Nous sommes persuadés qu'avec son excellence monsieur le président Denis Sassou N'Guesso qui fait la fierté de toute l'Afrique, ces conclusions pourront évidemment y arriver et en feront bon usage », a assuré le président du Forum des opérateurs pour la garantie de l'émergence économique.

Signalons que le président congolais, Denis Sassou

N'Guesso, est le parrain honoraire du Fogeca créé à Brazzaville. La 17e édition s'est tenue du 1er au 2 février 2025 à Banjul.

Le Fogeca est une rencontre incontournable pour les leaders d'opinion et les acteurs économiques de tous horizons pour garantir l'émergence d'une Afrique prospère et connectée à l'économie mondiale. Il vise à renforcer la coopération Sud-Sud et s'inscrit dans une dynamique de rapprochement économique entre l'Afrique et le reste du monde. Le forum a attiré plusieurs délégations africaines, ainsi que des chefs d'entreprises européens, américains et asiatiques.

Yvette Reine Boro

«Nous sommes contents de le lui remettre parce que nous savons qu'avec lui, ce rapport ne restera pas dans les tiroirs. Il sera orienté certainement vers les autres chefs d'Etat, mais également, et surtout vers les organisations africaines telles que l'UA, la Cémac, l'Uemoa. En un mot, là où on n'a pas pu accéder. Nous sommes persuadés qu'avec son excellence monsieur le président Denis Sassou N'Guesso qui fait la fierté de toute l'Afrique, ces conclusions pourront évidemment y arriver et en feront bon usage »

## Assurer la croissance et l'investissement dans une nouvelle ère

Le premier forum Congo Energy & Investment réunira des investisseurs internationaux et des acteurs locaux afin d'explorer les opportunités nationales et régionales dans les domaines de l'énergie et des infrastructures. L'événement mettra en lumière les derniers projets de transformation du gaz en électricité et fournira des mises à jour sur les expansions en cours à travers le pays.

RÉSERVEZ VOTRE  
CARTE DE DÉLÉGUÉ

[congoenergyinvestment.com](http://congoenergyinvestment.com)



Soutenu par  
MINISTÈRE  
DES HYDROCARBURES  
RÉPUBLIQUE  
DU CONGO



  
Congo  
Energy  
& Investment  
Forum

24 - 26  
Mars 2025  
BRAZZAVILLE  
République du Congo

Centre International  
de Conférence  
de Kintélé

Soutenu par  
 African  
Energy  
Chamber

Organisé par  
 Energy  
Capital  
Power



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

VIENT DE PARAÎTRE

# «La pratique clinique aux prises des temporalités»

Sous la direction scientifique du Pr Charlemagne Simplicie Moukouta, les Éditions Paari publient une œuvre de référence pour les étudiants et les professionnels de santé coécrite par plusieurs médecins

«La pratique clinique aux prises des temporalités» est un ouvrage coécrit par le préfacier Alain de Broca, Neuropédiatre, philosophe HDR, émérite ; Abel Kouvouama, professeur des universités émérite ; Charles Lindor M'béri, docteur en psychologie de l'Université de Picardie Jules Verne ; Eli Kpelly, docteur en psychologie ; Eugène Ntongo Bubote, docteur en psychologie ; Marcellin Kibelo, pédiatre ; Mireille Laure Ndoungué Tsagué, docteur Ph.D. en psychologie clinique et Pr Charlemagne Simplicie Moukouta, maître de conférences, HDR en psychopathologie clinique et psychologie interculturelle, directeur de cette œuvre. Ces coauteurs sont partis du choix du concept de temporalités comme idée centrale pour les analyses pluridisciplinaires et cliniques. Ce choix constitue dans cet ouvrage une particularité significative. Il conduit à examiner les va-

riations temporelles des récits, les représentations qui les sous-tendent, les processus de mise en soins alliant la demande, le diagnostic et les dispositifs de prise en charge des patients. Soucieux de l'exigence du travail réflexif, chaque contributeur a mis en exergue son expérience de terrain afin de donner une tonalité plénière aux différentes temporalités expérimentées et pour lesquelles le passé, le présent et le devenir sont articulés et éprouvés au quotidien dans l'humaine condition d'existence. De l'anthropologie médicale, en passant par la psychopathologie et la médecine somatique, cet ouvrage rassemblant des contributions en sciences humaines et sociales à vocation pédagogique et clinique constitue une œuvre de référence pour les étudiants et



les professionnels de santé. Ils pourront s'appuyer sur des analyses de données temporelles, confronter des conceptions, des usages, des pratiques du temps et des réflexions sur la pluralité des temporalités socio-historiques. Cet ouvrage vise à la fois à faire avancer la prise en compte et le traite-

ment de la diversité des temps humains par les recherches et la structuration de ce domaine au sein des disciplines concernées. Dans ce livre, les auteurs explorent les défis et les dynamiques temporelles rencontrées dans la pratique clinique. Ils abordent des thématiques essentielles telles que l'adaptation aux rythmes des patients, la gestion du temps en milieu hospitalier et l'impact des temporalités sur la prise de décision médicale : une perspective approfondie et nuancée sur l'importance du temps en médecine. Les lecteurs pourront découvrir comment les temporalités influencent les diagnostics, les traitements et la relation soignant-soigné. Cet ouvrage s'adresse à tous les professionnels de la santé, ainsi qu'à ceux qui s'intéressent aux aspects

temporels de la pratique médicale. «La pratique clinique aux prises des temporalités» promet d'être une référence incontournable pour mieux comprendre les enjeux et les défis liés au temps dans le domaine de la santé. Dans la même ligne éditoriale, «La pratique clinique aux prises des temporalités» paraît après une première publication intitulée «La pandémie de la covid-19. Comment concevoir et soigner avec les incertitudes ?» aux Éditions Presses Universitaires de Pau et des Pays de l'Adour (PUP-PA), avec des contributions du Pr Abel Kouvouama, Pr Simplicie Moukouta et le Dr Marcellin Kibelo en examinant la problématique de la pandémie sous trois angles : la pandémie remise dans le contexte historique des épidémies, les modalités de prise en charge et les enjeux psycho-sociaux et sociétaux.

Marie Alfred Ngoma



EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Juste Désiré MONDELE

Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo

Discours et activités menées (2022-2023)

Préface de Florent TSIBA

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le clivage Nord/Sud au Congo-Brazzaville

Idees reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

EDITIONS Q4

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosí

Préface de Py Théophile OBENGA

Hérissone Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Alioune SALL

Sarah, ma belle-cousine

Henni Djembo

L'improbable destin de Loundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vita

LEANDRE MODILO

ÉMILE GANKAMA

TRIBALISTE TOI-MÊME !

Le clivage Nord/Sud au Congo-Brazzaville

Idees reçues et manifestations. Parlons-en !

ESSAI

LLM Éditions

Guy MENGA

La marmite le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

Théâtre

EDITIONS



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION  
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ (KOBKISA)  
ISA Prêt N° : IDA-68900  
MANIFESTATION D'INTERÊTS



AAOI N°001/MSP/KOBKISA-UGP/AOI/F/2025  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
**POUR LA FOURNITURE – FORMATION- MONTAGE – ET INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS DU LABORATOIRE NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE ET D'ÉPIDÉMIOLOGIE DE POINTE-NOIRE**

**1. Le Gouvernement de la République du Congo** a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet de Renforcement du Système de Santé (KOBKISA), et à l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du marché de « fourniture – formation-montage et installation des équipements et matériels du laboratoire national de santé publique et d'épidémiologie de Pointe-Noire ». Pour ce marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement ».

**2. Le Projet de Renforcement du Système de Santé (KOBKISA)**, sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Candidats éligibles pour la fourniture – formation-montage et installation des équipements et matériels du laboratoire national de santé publique et d'épidémiologie de Pointe-Noire ».

Les soumissionnaires éligibles sont les entreprises ou les groupements d'entreprises disposant d'une expérience dans le domaine de la fourniture du matériel et équipements de laboratoires.

En cas de groupement, les entreprises devraient

fournir l'accord de groupement identifiant le mandataire du groupement qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises.

**3. L'appel d'offres « fourniture – formation-montage et installation des équipements et matériels du laboratoire national de santé publique et d'épidémiologie de Pointe-Noire »** porte sur trois lots distincts à savoir :

• **Lot 1** : équipements et matériels de biologie médicale ;

• **Lot 2** : équipements et matériels de bromatologie, microbiologie ;

• **Lot 3** : équipements et matériels de biologie moléculaire.

**4. Le délai d'exécution du marché est de trois (03) mois pour chacun des lots.**

Les soumissionnaires soumettront une offre technique et une offre financière.

**5. La procédure de passation de marché sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés applicable aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement Version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023 de la Banque Mondiale (« le Règlement de pas-**

sation des marchés »), et est ouverte à tous les Candidats éligibles. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet de Renforcement du Système de Santé (KOBKISA) et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : Rue du Tourisme n°3, face camp clairon, Arrêt tourisme-salle grande cascade-Groupe scolaire REMO, ; Tél: (+242) 06 82 41 945 / 05 54 89 667, E-mail : eryxdarius40@gmail.com de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

**6. Le Dossier d'Appel d'Offres en Français sera envoyé** gratuitement à tout Soumissionnaire intéressé et éligible en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous.

**7. Les Offres doivent** être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 28 mars 2025 à 11 heures 30 minutes, GMT. La passation électronique de marché ne sera pas autorisée. Les Offres tardives seront écartées. Les enveloppes extérieures marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d'y assister à l'adresse ci-dessous le 28 mars 2025 à 13 heures 00 minute GMT. Les enveloppes mar-

quées « PARTIE FINANCIÈRE » resteront fermées et seront conservées en un lieu sûr par le Maître d'Ouvrage jusqu'à la seconde séance publique d'ouverture des Offres.

**8. Les Offres doivent** être accompagnées d'une déclaration de l'offre.

**9. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés** exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de la Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de Divulcation des Bénéficiaires effectifs inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres.

**10. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :**

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Renforcement du Système de Santé (KOBKISA)  
Adresse : rue du Tourisme n°3, face camp clairon, Arrêt tourisme-salle grande cascade-Groupe scolaire REMO

Numéro de téléphone : (+242) 06 82 41 945 / 05 54 89 667

Adresse électronique : eryxdarius40@gmail.com

**Fait à Brazzaville, le 11 février 2025**

**Dr MBOU ESSIE Darius Eryx**

**Coordonnateur du projet**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION  
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ (KOBKISA)  
ISA Prêt N° : IDA-68900

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET**  
**N° 001 / MSP/KOBKISA-UGP/2025**  
**POUR LA CONSTITUTION D'UN FICHIER FOURNISSEUR DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET KOBKISA**

**Contexte et justification :**

Le Congo a bénéficié d'un prêt de l'Association Internationale pour le Développement (IDA), d'une valeur de 50 millions USD (équivalent à 25 milliards de FCFA) pour la mise en œuvre du projet de renforcement du système de santé « KOBKISA ». Ce projet a pour finalité d'améliorer la qualité, l'utilisation des soins de santé maternels, infantiles et l'accès aux soins pour les ménages les plus vulnérables.

Le projet KOBKISA a trois (3) composantes que sont : (i) le financement de l'approche PBF et le soutien à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres (composante 1); (ii) la gouvernance des finances publiques, la gestion des finances publiques sectorielles et le renforcement du système de santé (composante 2); (iii) la gestion efficiente et le suivi du projet dans sa mise en œuvre technique et fiduciaire (composante 3). Lancé officiellement le 31 janvier 2022, la date de clôture était initialement prévue au 08 août 2024. Il a été prorogé au 31 août 2025.

Une Unité de Gestion du Projet (UGP) a été créée pour assurer la gestion courante des activités du projet. Elle est chargée entre autres de mener à bien les activités du projet (validation des dossiers d'appel d'offres, lancement des appels d'offres, évaluation des offres, attribution de marchés et négociations contractuelles).

Dans la perspective de réalisation de ses activi-

tés, le Projet KOBKISA ambitionne de constituer un fichier fournisseur dans plusieurs domaines d'activité et invite les prestataires ayant les références requises à manifester leur intérêt.

**A. DOMAINES DE COMPETENCES**

Les domaines de compétences (sans être exhaustif) retenus pour la constitution du fichier fournisseur sont les suivants :

1. Fourniture et services informatiques (matériel informatique, maintenance, consommable, connexion internet);
2. Fournitures et matériel de bureau;
3. Fourniture du mobilier de bureau;
4. Organisation des Séminaires;
5. Location des véhicules et fourniture des billets d'avion, réservation d'hôtel;
6. Restauration (service traiteur);
7. Imprimerie, reprographie et sérigraphie;
8. Assurances véhicules, assurances santé, etc;
9. Entretien de bâtiments, nettoyage de bureaux;
10. Gardiennage;
11. Maintenance de la climatisation et électricité
12. Entretien et maintenance de véhicule;
13. Plomberie et sanitaire;
14. Service de sécurité
15. Bâtiments et Travaux Publics

**B. CONDITIONS DE SOUMISSION ET DEPOT DES DOSSIERS**

Les Manifestations d'Intérêts seront rédigées

en français en trois (03) exemplaires (un original et deux copies). Les enveloppes contenant les Manifestations d'Intérêts devront porter la mention extérieure suivante : « Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la constitution du fichier fournisseur du Projet KOBKISA, à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Seuls les dossiers complets, respectant la forme et le contenu ci-dessous seront reçus. Après examen, les offres jugées conformes pour l'essentiel seront retenues et agréées par le projet. Les prestataires retenus seront consultés directement en cas de besoin.

**C. CONSTITUTION DU DOSSIER**

Chaque dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- a) Une lettre de demande d'agrément;
- b) Une copie du registre de commerce;
- c) Une photocopie du numéro d'identification unique;
- d) Une copie des statuts et une déclaration/attestation de bénéficiaires effectifs;
- e) Une attestation de non faillite;
- f) Une Attestation de Conformité Fiscale (ACF) datant de moins de trois (03) mois;
- g) L'adresse et le plan de localisation géographique du siège;
- h) Une attestation de domiciliation bancaire;
- i) Un catalogue des réalisations;
- j) La liste des principaux dirigeants, leurs photos

et leurs contacts (téléphone, fax, Email);  
k) Les derniers états financiers certifiés pour les entreprises.

l) Documents attestant la création (RCCM, SCIEN ou SCIET, NIU, attestation CNSS);

m) Licence unique d'exploitation des entreprises ou LUEE délivrée par l'ACPCE.

**D. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Toute personne intéressée peut obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 10 heures à 16 heures 30 minutes, heures locales.

**E. DATE ET LIEU DE DEPOT DES MANIFESTATIONS D'INTERET**

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne ou par courrier électronique au plus tard le 14 mars 2025 à 16h 30 minutes.

L'Unité de Coordination du Projet KOBKISA Situé au no 3, rue du Tourisme, face Camp Clairon, téléphone : 06 824 19 45 /, E-mail : eryxdarius40@gmail.com /, Centre-ville Brazzaville-Congo.

**Fait à Brazzaville, le 25 février 2025**

**Dr MBOU ESSIE Darius Eryx**  
**Coordonnateur de Kobikisa**

## LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

## Les qualifiés connaissent leurs adversaires

Les combinaisons des quarts de finale de la Ligue africaine des champions ont été dévoilées au cours du tirage au sort effectué le 20 février à Doha au Qatar.

Les rencontres de grandes factures sont au menu. Et les concurrents savent désormais à quoi s'en tenir. La route menant vers la finale de la compétition est toute tracée. La première phase à élimination directe va se disputer le 1er avril pour l'aller et le 8 pour le retour. Al Ahly champion en titre va en découdre avec les Soudanais d'Al Hilal. Les Egyptiens (12 fois vainqueurs du trophée) veulent rentrer dans l'histoire en devenant le premier club africain à remporter trois trophées consécutifs dans ce tournoi. En face Al Hilal est un ad-

versaire redoutable. Cette formation a terminé première de la phase de groupe en disputant ses matches à domicile en Mauritanie en raison du conflit en cours au Soudan. Le vainqueur de cette confrontation affrontera celui Mamelodi Sundowns- Espérance de Tunis. Les Sud-Africains n'ont plus atteint le dernier carré depuis l'année du sacre en 2016. L'Espérance de Tunis a terminé première de son groupe et veut ajouter un cinquième titre à son palmarès.

Dans l'autre tableau des quarts de finale, Pyramids

FC (Egypte) jouera contre l'AS FAR du Maroc. Pyramids a pour arguments son secteur offensif. Son attaque a inscrit 14 buts en phase de poules soit le total le plus élevé. Son adversaire marocain reste vaincu pendant cette phase de groupe. Le gagnant croisera en demi-finale le vainqueur de la double confrontation entre MC Alger et Orlando Pirates.

Les Sud-Africains, vainqueur en 1995, ont terminé premiers de leur groupe avec 14 points sur les 18 possible et semblent bien armés pour aller le plus loin

possible. Mais en face se dresse les Algériens ayant l'une des meilleures défenses de la compétition. Les affiches des quarts de finale de la Coupe africaine de la Confédération sont aussi alléchantes. Le Zamalek d'Egypte, vainqueur de la dernière édition affrontera les Sud-Africains de Stellenbosch qui fait ses premières armes dans la compétition. Le vainqueur de cette confrontation affrontera en demi-finale celui du Simba FC- Al Masry. Les Tanzaniens de Simba très en forme ambitionnent de passer les quarts de fi-

nale pour la première fois de leur histoire.

Dans l'autre tableau, Asec Mimosas en découdra avec la Renaissance sportive de Berkane, l'équipe la plus performante de la phase des poules. Elle n'a concédé aucune défaite dans cette phase en ayant 16 points sur 18 possibles. Le vainqueur jouera celui de la double confrontation USM d'Alger-CS Constantine, un quart 100% algérien. Les matches aller des quarts de finale se joueront le 2 avril et le retour une semaine plus tard.

*James Golden Eloué*

## HANDBALL

## Un tournoi de mise en jambe pour mobiliser les équipes de Brazzaville

Le président de la ligue départementale de handball de Brazzaville, Avicenne Nzikou, a animé un point de presse, le 21 février, à Brazzaville afin d'annoncer l'organisation, du 28 février au 15 mars, d'un tournoi de mise en jambe au profit des équipes de Brazzaville. Ce tournoi vise à remettre les différentes équipes sur un bon niveau physique et tactique après plusieurs mois d'hibernation. « Le bureau exécutif de la ligue départementale de handball de Brazzaville, qui assure les affaires courantes relevant de son autorité, soucieux de préserver la condition physique des athlètes des équipes et clubs de Brazzaville pendant cette période de mise en veilleuse forcée du handball congolais, organise un tournoi de mise en jambe », explique un document qu'il a publié pour la circonstance.

Au cours de l'échange avec la



Avicenne Nzikou/DR

presse, il a évoqué largement les questions brûlantes qui taraudent les esprits de ce sport fédérateur. A propos d'une prétendue suspension du Congo à cause de la crise qui mine la Fédération congolaise de handball, Avicenne Nzikou pense qu'il n'y aura pas de suspension, comme au football.

Il explique que contrairement au football, le handball congolais ne reçoit aucune subvention de la Confédération africaine de handball ni de la Fédération internationale de handball et les problèmes internes trouveront des solutions en interne.

*Rude Ngoma*

## FOOTBALL

## Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

## Ligue 2, 24e journée

La lanterne rouge ravive la flamme en battant Annecy (2-0). Associé à Montiel sur le front de l'attaque, Alain Ipiélé s'est allumé la première mèche d'un coup-franc épatant en pleine lucarne (17e).

L'international congolais a diversifié son jeu, tantôt centreur (10e), parfois point d'appui (40e) avant d'être remplacé à la 74e.

Remplaçant, Bevic Moussiti Oko lui a succédé sur le pré.

Avec cette victoire, Martignes abandonne la dernière place à Caen et revient à 4 points de Clermont, le 16e.

Des Auvergnats corrigés à Dunkerque, 0-3. Titulaire, Mons Bassoumina a essayé de porter le danger en début de rencontre, mais son premier fait d'arme est un retour défensif décisif (40e). Peu d'occasion franche à se mettre sous la dent, au sein d'un collectif clermontois dépassé. Averti à la 56e et remplacé à la 84e.

Vaincu à Bastia (1-0), le Red Star est 15e avec 1 point d'avance sur Clermont. En Corse, Josué Escartin était aligné au poste de milieu récupérateur. Remplacé à l'heure de jeu par Fred Dembi.

Steevy Mazikou n'était pas dans le groupe corse.

Globalement dominé par Guingamp, Grenoble prend un point au stade des Alpes (1-1). Parfois bousculé par les attaquants bretons, Loris Mouyokolo a tenu bon.

Nolan Mbemba n'était pas retenu dans le groupe isérois. Le GF38 est 7e avec 35 points.

Deuxième match hors du groupe pour Loni Laurent Quenabio, absent lors du match nul de Rodez face à Amiens (1-1). Les Ruthénois sont 12e avec 27 points.

Ajaccio et Jesah Ayessa, 14e, se rendent à Metz ce samedi soir.

## National 1, 22e journée

Défaite houleuse d'Orléans à Villefranche (2-2), avec deux expulsions de chaque côté. Dans les rangs de l'USO, Marvin Baudry était titulaire. Owan Matimbou, lui, pourrait évoluer avec la réserve ce samedi face à Vierzou.

Versailles bat Nîmes (2-1). Alors que les Crocos menaient au score, Cédric Odzoumo a égalisé, de près, à la réception d'une magnifique talonnade de Baghdadi (56e). Son deuxième but, pour deux passes décisives, en quatre matches joués.

Réduit à dix à la 2e, Sochaux est battu à Bonal face à Aubagne (0-1). Sans Victor Mayela, non retenu. Châteauroux bat Rouen 1-0, sans Dorian Ngoma, non convoqué. Notons en revanche la présence du jeune gardien Ghys Exaucé Tchiamas dans le groupe de Rouen. Le fils de l'ancien gardien international Ghyslain Tchiamas, âgé de 18 ans, était appelé pour la première fois sur le banc de l'équipe première.

*Camille Delourme*

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)





### Avis d'appel d'offres No. Congo BU\_25\_RFGS\_308244

Dans le cadre de la subvention actuelle GC7 du Fonds Mondial, il est prévu l'organisation d'une campagne de distribution de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide au cours de l'année 2025. Pour la mise en œuvre de cette campagne, Catholic Relief Services (CRS) acquerra et déploiera 3,195,104 moustiquaires sur toute l'étendue du territoire national à travers Dix-neuf (19) entrepôts intermédiaires qui seront identifiés dans les différents départements. Toutefois, la quantité d'entrepôts à sécuriser peut évoluer en fonction du besoin.

Le service consiste à assurer la sécurité de jour comme de nuit de ces sites d'entreposage pour une durée estimée à deux (2) mois. Le début de service et la durée varieront pour chaque site et CRS tachera d'en informer le(s) Prestataires de Service. Les sites sont repartis dans les 12 départements tel que ci-après : Likouala (2 sites) - Sangha (1 site) - Cuvette (2 sites) - Cuvette Ouest (1 site) - Plateaux (2 sites) - Pool (4 sites) - Lekoumou (1 site) - Bouenza (2 sites) - Niari (1 site) - Kouilou (2 sites) - Pointe Noire (1 site).

#### Les Critères de sélection sont :

-Offre Administrative : (i) Avoir un dossier fiscal et social à jour (ii) Avoir le document de reconnaissance de la société par le ministère de l'intérieur

-Offre Technique : (i) Disposer d'une expérience significative avec des organisations humanitaires ou autres sociétés réputées de la place (ii) Disposer d'un parc auto conséquent (iii) Avoir une couverture géographique conséquente (iv) Avoir des procédures et protocole internes pertinents.

Les sociétés de gardiennage désireux de prendre part à ce marché peuvent demander le Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse électronique grace.mouzabakani@crs.org copie ginette.ikongo@crs.org et bidcg@crs.org. Au cas où CRS n'aurait pas répondu après un délai de 24h, veuillez contacter le 05 699 78 39.

Date de Clôture : le 17 mars 2025 à 17h00.

Société SOREMI S.A  
Quartier Vindoulou  
Pointe-Noire

#### Communiqué de presse

##### Avis de convocation

Messieurs les Actionnaires sont convoqués à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire le Vendredi 07 Mars 2025 à Brazzaville.

Cette Assemblée se tiendra à 14h00 au siège du Cabinet ABB VISION 106, Avenue Nelson Mandela Centre-Ville.

L'ordre du jour est le suivant :

- 1- Vérification de présence
- 2- Rapport de gestion du conseil d'Administration sur la marche de la société au cours de l'exercice 2023
- 3- Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2023 ainsi que sur les conventions réglementées visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE
- 4- Approbation desdits comptes et conventions
- 5- Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2023.
- 6- Quitus aux Administrateurs
- 7- Pouvoirs pour formalités

Fait à Brazzaville le 14 Février 2025

Le Mandataire de justice  
SOCIÉTÉ SOREMI  
André Blaise BOLLE  
MANDATAIRE  
André Blaise BOLLE



## ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ  
LE QR CODE

## AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

### L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir  
la newsletter et restez informé des  
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
[info@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:info@lesdepechesdebrazzaville.fr)

## HUMEUR

## Et l'insalubrité des hôpitaux...

Sauf erreur de notre part, les lieux de soins, encore appelés « hôpitaux », « centres médico-sociaux », « cliniques », « centres de santé intégrés », « cabinets médicaux » devraient être par excellence des milieux bien assainis pour ne pas que des malades et le personnel soignant ne puissent être infectés par toute sorte de microbe.

Ne camouflons pas cette réalité écoeurante qui tend à se généraliser au niveau de nos hôpitaux, alors qu'elle est une antivaleur. L'insalubrité dans lequel se trouvent nos nombreux lieux de soins est écoeurant et blâmable. Il est vrai que la question de l'assainissement et de la désinfection de nos hôpitaux se pose avec acuité ces derniers temps. Que ce soient dans les centres de soins de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Madingou, Owando, Impfondo et les différentes communautés urbaines, le constat est le même. Nos hôpitaux sont sales.

Et si cet état des choses persiste dans la durée, dans nos prochaines humeurs, nous essayerons de faire une petite émulation en épingleant quelques centres hospitaliers les plus sales et en répertoriant ceux qui occupent aussi une place honorifique en matière de « propreté » et de l'hygiène hospitalière. On ne comprend pas du tout comment « l'hygiène dans les hôpitaux » tend à devenir une denrée rare.

Tentons de regarder dans un premier temps, l'insalubrité à l'intérieur des hôpitaux. Le constat qui saute à l'œil nu est que certains grands hôpitaux souffrent d'un manque criant des bacs à ordures pour déverser toute saleté, surtout dans les services de maternité et de chirurgie avec des restes et des débris puants qui traînent ici et là au vu et au su des responsables de ces structures. Des couloirs et des plafonds dégelasses suscitant même des nausées chez les personnes qui arrivent dans ces lieux. Et dans la cour de ces hôpitaux poussent ici et là des herbes causant de la peur chez les patients la nuit surtout si l'électricité manque.

Et des sanitaires alors ! Toujours bouchés avec des robinets « fantômes » qui ne laissent couler aucune goutte d'eau depuis leur installation. A ces endroits, l'air est totalement pollué et l'on se croyait être dans un poulailler où des excréments des poulets et coqs sont perceptibles partout. Alors dans ces conditions-là, comment ne pas s'attraper une maladie pulmonaire ou microbienne, car à la moindre pluie ces milieux se transforment en gîtes microbiens.

Que dire cependant de l'environnement immédiat de l'hôpital ? A dire vrai, des parcelles environnantes à ces cliniques et à certains de ces hôpitaux souffrent. Les restes des placentas et des saletés des plaies pansées sont déversés dans des caniveaux la nuit et ce sont des voisins qui hument ces odeurs toute la nuit. Ces pratiques sont devenues monnaie courante. A Pointe-Noire par exemple, à l'arrondissement 2 Mvou-Mvou, il y a des lamentations des habitants des parcelles environnantes à une grande clinique à cause de cette pratique. Et les responsables de cette structure ne sont jamais inquiétés, et pourtant en agissant ainsi ils rendent des voisins malades.

Encore que certaines structures hospitalières n'ont même pas de mur de clôture et s'il y en a, c'est triste à regarder, car ces murs, disons-le sans langue de bois, ont totalement perdu leur éclat et présentent des fissurations de toute sorte permettant même aux reptiles dangereux de s'infiltrer pour se réfugier en leur sein. Et à dire vrai, c'est l'état insalubre à l'intérieur de nos hôpitaux et leurs environnements immédiats non assainis qui occasionnent, moustiques, insectes dangereux, serpents, cafards, mouches qui sont des vrais agents vecteurs de plusieurs pathologies. Et pourtant, l'Organisation mondiale de la santé a toujours tiré la sonnette d'alarme sur le fait que le travail devrait s'exécuter dans un environnement sain et combien de fois dans une structure comme l'hôpital.

Allez-y comprendre !

**Faustin Akono**

## MARCHÉ SPORTIVE

## La Traversée du Mayombe a lieu en juin

Rodrigue Dinga Mbomi, président de l'association « Marcher courir pour la cause », promoteur de la Traversée du Mayombe a fait le 21 février à Pointe-Noire une communication sur la 5<sup>e</sup> édition de cette activité liant sport et santé qui a lieu du 7 au 13 juin 2025.

Depuis 2019, l'association « Marcher courir pour la cause » organise la Traversée du Mayombe qui est une marche sportive qui part de Pointe-Noire à Brazzaville en sept étapes pour sensibiliser les populations sur le diabète. « Ce défi consiste à relier Pointe-Noire à Brazzaville à pied, parcourant près de 500 Km pour sensibiliser les populations aux risques du diabète et promouvoir le sport comme outil de prévention primaire et secondaire. Chaque étape de cette marche est une véritable caravane sanitaire, incluant sensibilisation et dépistage, touchant toutes les cibles : enfants, actifs, seniors, hommes et femmes qu'ils soient du secteur formel ou informel » a dit Rodrigue Dinga Mbomi et d'ajouter que « Cette année, la Traversée du Mayombe a deux particularités. Nous aurons une véritable caravane sanitaire qui va dépister à chaque étape des populations. Nous prévoyons dépister près de 5 000 personnes en une semaine. La deuxième innovation est que nous avons lancé une application qui va nous permettre durant cette semaine de collecter des données pour avoir l'état plus précis de la connaissance du diabète sur cette zone-là ».

En face du public composé des marcheurs expérimentés ou débutants, passionnés de marche ou désireux de contribuer à une bonne cause, le président de Marcher Courir pour la cause a demandé à l'auditoire de rejoindre cette



Rodrigue Dinga Mbomi, président MCPLC/Adiac

communauté dynamique et engagée afin de relever les défis logistiques de transport, de l'hébergement, de dépistage, de communication liés à l'organisation de cette activité. Marcher Courir pour la cause (MCPLC) est une association dédiée à la promotion de la santé, du sport et de l'activité physique comme outils essentiels tout au long de la vie. Son ambition est de sensibiliser le public aux enjeux du diabète en mettant en lumière la gravité de la maladie et ses impacts sur les individus et les communautés, mobiliser les acteurs de la société pour soutenir les initiatives de prévention et de traitement du diabète, renforcer l'engagement des entreprises et des institutions dans la lutte contre le diabète en

les invitant à participer activement à la résolution de ce problème de santé majeur. Signalons que le diabète est une maladie chronique qui touche aujourd'hui environ 547 millions de personnes à travers le monde. Au Congo, 3/4 des personnes diabétiques vivent dans les conditions précaires. En outre, une personne sur deux ignore qu'elle est diabétique, ce qui aggrave les risques de complications graves telles que les accidents vasculaires cérébraux (AVC), la perte de la vue et les amputations des membres inférieurs. Ces complications non seulement impactent la qualité des individus mais imposent également un fardeau considérable sur les systèmes de santé déjà vulnérables.

**Hervé Brice Mampouya**

## NECROLOGIQUE

Alphonse Ossaketo, les enfants des familles Mbouma, Ibara, Ossaketo, Oniangue et la famille Issemba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents d'Owando, amis et connaissances le décès de leur sœur, mère, tante, grand-mère et arrière-grand-mère, Marie Joséphine Ibéaho, survenu le dimanche 16 février 2025 à Brazzaville à l'âge de 87 ans.

La veillée mortuaire se tient au N°27 de la rue Ankou à Talangai, juste à côté de la pharmacie Père-Jacques (Arrêt Libanga ya talo).

Les obsèques auront lieu à une date ultérieure au cimetière familial d'Issemba.

Il est conseillé aux membres de la famille et proches d'Owando et ses environs de ne pas se déplacer vers Brazzaville et de vivre le recueillement sur place.



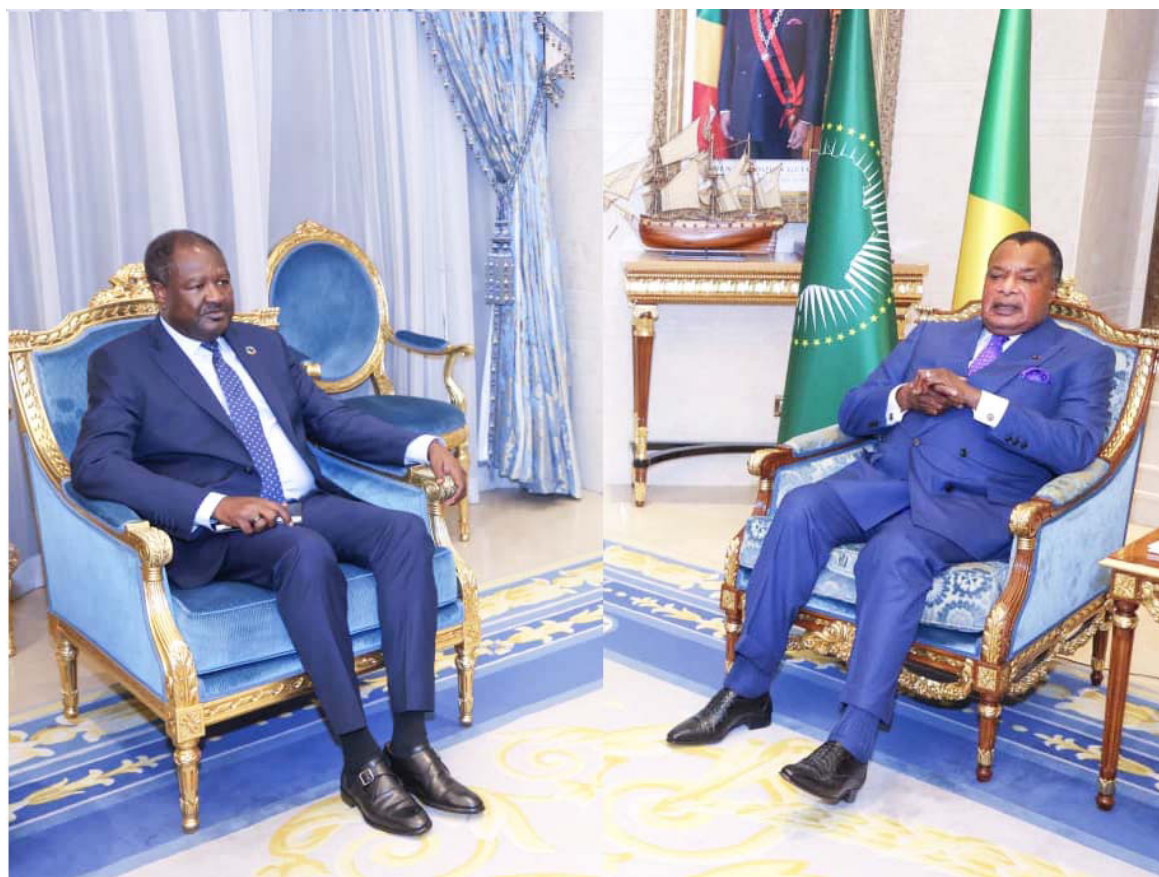
## AFRIQUE CENTRALE

## Denis Sassou N'Guesso et Abdou Abarry évoquent la situation sécuritaire

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a échangé le 21 février à Brazzaville avec le représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, sur les différentes crises qui secouent cette sous-région.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a exposé au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, l'état de la situation politique humanitaire et sécuritaire dans la sous-région, précisément dans le bassin du lac Tchad, en Libye et en République démocratique du Congo (RDC).

« J'ai évoqué la situation dans le bassin du lac Tchad qui concerne, en termes d'impact sécuritaire, le Tchad et le Cameroun, en ce qui concerne l'Afrique centrale. La situation qui prévaut dans certaines régions du Cameroun également, au Tchad avec l'impact de la crise soudanaise, mais également en Libye où, heureusement, grâce à l'excellent travail qui est fait par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, une charte



Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec Abdou Abarry/DR

pour la réconciliation a été signée récemment, en marge du sommet de l'Union africaine qui vient de se terminer à Addis Abeba. Bien évi-

demment, la grave crise à l'Est de la RDC a retenu l'attention du président de la République », a expliqué Abdou Abarry, au sortir de l'audience.

A propos du conflit armé à l'Est de la RDC, les Nations unies, a-t-il ajouté, sont prêtes à apporter leur soutien à toute initiative concourant un règle-

ment pacifique de ce différend. « La disponibilité du système des Nations unies est là, en termes de soutien, de fourniture des capacités. Tout l'apport que les Nations unies peuvent apporter aux dirigeants de la région, aux communautés économiques régionales également », a poursuivi le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale.

Rappelons que le Conseil de sécurité de l'ONU s'est une nouvelle fois réuni en urgence pour discuter de la situation en RDC, qui continue de réclamer des sanctions contre les rebelles du M23 et le Rwanda. Ses membres ont reconnu l'urgence de la situation et ont une nouvelle fois « dénoncé les agissements des rebelles du M23 et l'implication du Rwanda ».

Yvette Reine Boro

## RÉFLEXION

## Et le pape François s'en fut ...

Hospitalisé une fois de plus dans la clinique de la Cité du Vatican à Rome, le Souverain Pontife regagnera sans doute dans les prochaines heures son appartement et ses bureaux. Mais le temps de sa succession est venu car tout indique aujourd'hui qu'il cessera en réalité ses fonctions dans les jours ou les semaines à venir et organisera donc sa succession sans plus attendre. D'où la question que se posent toutes celles et tous ceux qui, sur les cinq continents que compte la planète, observent avec la plus grande attention le cœur de l'Eglise catholique : qui succèdera au Pape François et qui donc gèrera la vaste et puissante communauté chrétienne dans le proche avenir ?

Premier Souverain pontife venu de ce que l'on appelait jadis le

Tiers Monde, François a ouvert en réalité une nouvelle page de la longue, très longue Histoire catholique. Citoyen de l'Argentine, en Amérique du Sud, il n'a pas cessé tout au long des dernières années d'observer avec la plus grande attention les communautés qui l'entourent avec la conviction que le temps est venu pour la vieille Europe de céder la place aux sociétés humaines des autres continents qui sont de plus en plus présentes et actives dans la gestion de l'Eglise. Une réalité historique qu'il a traduite de façon très subtile dans le puissant livre autobiographique qu'il vient tout juste de faire publier par les Editions françaises Albin Michel sous le titre « Espère » (1).

Tout indique aujourd'hui que son successeur sur le trône de Pierre sera issu du continent

qui est devenu au fil du temps la plus jeune et la plus importante communauté chrétienne de ce temps, à savoir l'Afrique. Nombreux sont les prélats issus du continent qui peuvent effectivement succéder au pape François lorsque celui-ci décidera de se retirer avant de décéder. A commencer par le cardinal guinéen Robert Sarah qui a malheureusement commis la lourde erreur de se faire mettre en avant beaucoup trop tôt par de grands médias français et qui, de ce fait, se trouve aujourd'hui dans une situation délicate au sein même de la Cité du Vatican.

Il importe au plus haut point, dans le moment présent, de suivre avec attention ce qui se prépare à Rome en raison de l'affaiblissement physique du pape François. Tout indique, en effet, que l'Eglise ouvrira dans

les semaines et les mois à venir une nouvelle page de sa longue, très longue Histoire. Et que, de ce fait, l'Afrique verra très probablement l'un de ses cardinaux prendre la succession du premier pontife issu du Tiers-Monde.

D'où la nécessité d'observer avec une grande attention ce qui se passe actuellement à Rome au sein des plus hautes autorités de l'Eglise. Et de se projeter dans le proche avenir qui verra très probablement se concrétiser la réforme en profondeur de ses institutions.

Tout indique aujourd'hui que le Vatican est de nouveau à un tournant

Jean-Paul Pigasse

(1) « Espère ». Autobiographie du pape François publiée par les Editions Albin Michel. 392 pages.